



## Pour la défense des services publics et des personnels

**Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires appellent à un mouvement de grève de l'ensemble de la Fonction Publique le 31 janvier 2013.**

Toutes les missions de service public sont menacées et les conditions d'exercice des personnels sont mises à mal : manque d'effectifs dans les hôpitaux, dans l'Éducation Nationale, au Ministère de la Justice.

**Le Service Public de l'Emploi** est particulièrement malmené. Au moment même où le gouvernement prétend que la question de l'emploi est une priorité nationale, la Direction Générale de Pôle emploi annonce un **plan d'économies de 80 millions d'euros**. Le nombre de demandeurs d'emploi explose, les files d'attente s'allongent, le service aux usagers se dégrade de jour en jour. Une gestion purement comptable, un pilotage par les chiffres conduisent à une situation catastrophique pour les chômeurs et intenable pour le personnel.

**La question des effectifs est donc incontournable.** Il n'est pas possible de remplir correctement les missions d'indemnisation et d'accompagnement des demandeurs d'emploi à moyens constants. Le gouvernement doit mettre en cohérence ses discours et ses actes en augmentant significativement les effectifs de Pôle emploi.

**La question des droits des personnels, des conditions de travail et des rémunérations sont également essentielles.** Depuis plusieurs années les agents publics de Pôle emploi, à l'instar des fonctionnaires, n'ont eu aucune revalorisation de leur point d'indice. La DG s'aligne sur cette politique en refusant toute augmentation collective de salaire (valeur du point et part fixe) pour les salariés de droit privé. On le voit, salarié de droit privé ou agent public, nous avons tous le même intérêt à nous mobiliser pour des augmentations de salaires.

De plus, les agents publics de Pôle emploi doivent subir une mesure particulièrement régressive : le non paiement du premier jour de carence en cas d'arrêt de travail pour maladie. Cette mesure, si elle devait être appliquée, aurait des conséquences financières considérables pour des milliers d'agents. Justifiée par la DG par des raisons politiques et financières, cette mesure pourrait demain s'appliquer à tous les statuts. La grève et les manifestations du 31 janvier pèseront lourd pour obliger le gouvernement de Hollande à retirer une mesure scandaleuse mise en place sous la présidence de Sarkozy.

**A Pôle emploi, toutes et tous concernés,** Pôle emploi est un établissement public national dont le véritable patron est le Ministre de l'Emploi. L'État est garant du respect des missions du service public de l'emploi. Les conditions salariales des agents, quel que soit leur statut, sont in fine de la responsabilité du ministère de tutelle. Le gouvernement et la Direction Générale doivent renoncer au plan d'économie de Pôle emploi.

### Refusons le plan d'austérité à Pôle emploi

Pour que le gouvernement et la DG entendent nos revendications sur :

- L'emploi et les effectifs
- La défense et le développement des missions publiques
- Les salaires et le pouvoir d'achat
- L'abrogation du jour de carence

**TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 31 JANVIER**

**Rejoignons les manifestations intersyndicales dans toutes les régions**

Paris, le 22 janvier 2013